

La suspension des ONG au Burundi suscite l'inquiétude de la population

Deutsche Welle, 08.10.2018 Une semaine après l'entrée en vigueur de la suspension des ONG étrangères, les bénéficiaires des projets dans les secteurs de la santé et de l'alimentation redoutent une pénurie de soins dans les hôpitaux.

La suspension des ONG étrangères inquiète les organisations concernées par les nouvelles mesures. Celles-ci se hâtent à se procurer les documents exigés par Bujumbura pour leur réenregistrement conformément aux exigences des autorités burundaises. Les ONG étrangères craignent, en effet, que leur suspension ait un impact sur les populations bénéficiaires des soins de santé. Georges Hounga est le directeur de l'ONG Agro Action Allemande qui travaille dans la prévention de la malnutrition. "Nous sommes en train d'évaluer les conséquences sur les bénéficiaires. Mais notre priorité en ce moment, c'est de réunir les documents et de discuter avec le gouvernement de la manière d'aborder la question, pour que nous puissions continuer à servir la population sur le terrain", affirme-t-il. La crainte des populations bénéficiaires Les bénéficiaires des soins offerts par ces ONG dans les centres de santé semblent désespérés. "Il doit avoir un impact négatif, les prix des médicaments vont sans doute grimper. On pouvait se procurer des produits médicaux moins chers ce qui n'est plus possible pour nous qui avons de maigres moyens", se désole Judith Nzokirantevye hospitalisée au centre de santé Nkorerineza au sud de Bujumbura. Comme Judith, Shelida Nkunzimana, maman d'un enfant admis dans le même centre de santé s'inquiète. "Ça ne sera pas facile. Quand un enfant tombe malade, on payait avec les bons de soins dans les hôpitaux publics. Même sans argent on pouvait sauver la vie de l'enfant. Mais maintenant on ne sait pas ce qui va se passer." L'impact sur les ONG locales Cliniciens Sans Frontières (CSF), une organisation privée qui prend gratuitement en charge des populations démunies ressent déjà l'impact de la suspension des ONG étrangères. "En santé on dit que si on ne donne pas le service médical pendant une seconde, on tue plus d'un million de personnes. C'est à dire que si on suspend les activités des ONG étrangères qui œuvrent dans le domaine médical, on dirait que c'est un crime contre l'humanité je ne trouve pas de mots appropriés, c'est une grande désolation", dit Albin Isaac Uwimana, chargé de programmes de Cliniciens Sans Frontières. Les bénéficiaires des soins médicaux redoutent, par ailleurs, la fin des activités de certaines ONG dans le pays suite aux nouvelles mesures du gouvernement burundais. De leur côté, les organisations locales souhaitent la poursuite de la coopération avec les organisations suspendues pour éviter toute pénurie de soins de santé qui profitent aux populations les plus démunies.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});